

**récits d'engagement
1954-1962
solidarités
franco-algériennes**

journal d'exposition

« Cela ne méritait ni l'honneur, ni l'indignité. »

Nicole Cadieu (Brochier)

engagée auprès d'un des réseaux locaux d'aide au FLN

<u>3</u>	<u>Introduction</u>
<u>5</u>	<u>Des enjeux de mémoire</u>
<u>6</u>	<u>Entretien avec Béatrice Dubell</u>
<u>8</u>	<u>Entretien avec Marianne Thivend</u>
<u>10</u>	<u>Des documents pour compléter l'exposition</u>
<u>11</u>	<u>La présence algérienne</u> <u>dans l'agglomération lyonnaise</u>
<u>12</u>	<u>Naissance à Lyon de soutiens</u> <u>aux militants indépendantistes algériens</u>
<u>13</u>	<u>Portrait des réseaux clandestins locaux</u> <u>de soutien au FLN</u>
<u>14</u>	<u>Parcours d'engagés</u>
<u>15</u>	<u>Entretien avec Jean Masson</u>
<u>17</u>	<u>Entretien avec Jean-Louis Augier</u>
<u>19</u>	<u>Chronologie générale</u>
<u>21</u>	<u>Repérage des lieux cités par les témoins</u>
<u>23</u>	<u>Glossaire</u>
<u>24</u>	<u>Ouvrages de référence</u>
<u>25</u>	<u>Coups de cœur de la médiathèque du Rize</u>
<u>27</u>	<u>Programmation culturelle et scientifique</u>
<u>28</u>	<u>Autres lieux</u>
<u>29</u>	<u>Contributions et partenariats</u>
<u>31</u>	<u>Le Rize</u>

récits d'engagement 1954 - 1962 solidarités franco-algériennes

Il y a cinquante ans, l'Algérie accédait à l'indépendance au prix d'une guerre qui restera « sans nom » pendant très longtemps.

Cette violente séparation, qui clôt cent trente ans de colonisation par la France, a laissé des traces profondes dans les mémoires de ceux qui l'ont vécue mais aussi de ceux qui ont hérité, par leur histoire familiale ou leur engagement pour la liberté des peuples, des contradictions et drames de cette époque.

Depuis lors, s'affirme de plus en plus le travail des historiens. Seule la construction d'une histoire franco-algérienne peut, avec précision, aider au travail de mémoire pour appréhender sereinement un passé parfois encore douloureux.

En étant partenaire de l'association Grand Ensemble et avec le soutien du Larhra (Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes), le Rize a choisi de montrer un des aspects de cette histoire. Des habitants de l'agglomération lyonnaise se sont engagés auprès des Algériens en guerre pour leur indépendance.

Placés au cœur de l'exposition, leurs témoignages oraux illustrent de manière sensible la diversité des itinéraires et des engagements personnels.

Ces récits mettent en évidence les solidarités tissées malgré le conflit entre les personnes et les peuples, témoignant ainsi des liens qui, au quotidien, ont pu se construire entre Français et Algériens.

Ce journal propose un complément à l'exposition pour entrer dans les coulisses de la démarche de Grand Ensemble et de ses partenaires, autant que pour proposer des repères au visiteur qui aura envie d'approfondir le sujet.



> Nicole Cadieu (Brochier) pendant sa détention à la prison de Montluc, 1962, archives personnelles

Des enjeux de mémoire autour de la Guerre d'indépendance algérienne

Pourquoi un silence si long ?

Les « événements d'Algérie », comme ils furent appelés à l'époque puisqu'il s'agissait, pour la France, d'un conflit interne et non pas d'une guerre avec un autre pays souverain, ont longtemps été soumis à un « devoir d'oubli ». Henry Roussio, chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent, a analysé cette occultation des mémoires pour la Seconde Guerre mondiale et Benjamin Stora a souligné le fait que la mémoire de la Guerre d'indépendance algérienne a connu, décalé dans le temps, le même cycle mémoriel que les souvenirs de Vichy.

D'abord une **amnésie** collective qui s'explique par la volonté de sortir de l'événement et de réconcilier la nation, ce que signifient par exemple les lois d'**amnistie** votées au lendemain des accords d'Évian signant la fin du conflit (mars 1962). Cette tentative de refoulement des divisions du passé culmine dans les années 1960 dans le contexte des Trente Glorieuses.

Après l'amnistie et l'amnésie vient le temps de l'**anamnèse**, c'est-à-dire une prise de conscience, un retour progressif sur le passé refoulé, intervenant une trentaine d'années après les événements concernés. Le temps nécessaire au deuil d'un passé douloureux, parfois indicible.

Enfin, à la fin des années 1990 s'est produite une phase d'**hypermnésie**, une sorte d'excès de mémoire par lequel les faits les plus saillants et à fort enjeu de mémoire de la Guerre d'indépendance (par exemple ceux qui ont trait à la torture) occupent une place de plus en plus obsédante dans le débat public alors même que le travail des historiens commence à mettre à distance les conflits de mémoire.

L'ouverture des archives et les renouvellements historiographiques sur la question coloniale et ce conflit en particulier permettent de prendre du recul. Cela n'est pas sans effet aujourd'hui sur la compréhension des événements.

L'ancrage local d'une histoire nationale

« Avec ces témoignages comme matière première, recueillis, on le sent, dans une relation de proximité et d'empathie pour ces hommes et ces femmes, ces Récits s'inscrivent par ailleurs dans un mouvement récent et fructueux de l'historiographie de la guerre en France : son écriture à l'échelle locale [...] »

Sylvie Thénault, introduction au livre *Récits d'engagement, des Lyonnais auprès des Algériens en guerre, 1954-1962*

Les soutiens aux Algériens en guerre sont encore largement méconnus pour de multiples raisons. D'abord les représentations de la Guerre d'indépendance algérienne restent principalement attachées au sol algérien, scène principale de la lutte armée. Pourtant, cette guerre s'est aussi jouée en métropole, mais la clandestinité inhérente à ces actions n'a pas facilité l'expression publique des engagements. Le caractère majoritairement féminin a aussi renforcé la minimisation des motivations politiques. Enfin la guerre interne entre MNA et FLN n'a pas facilité la lecture du conflit.

La récolte et l'étude de ces récits d'engagement dans l'agglomération lyonnaise ont ainsi éclairé des pans importants d'une mémoire jusqu'alors anonyme, balayée par la vision d'une France des Trente Glorieuses indifférente voire raciste ou encore le retentissement médiatique du procès des réseaux parisiens des « porteurs de valise » au début des années 1960. Des questions sur les particularités lyonnaises de ces engagements se dessinent en filigrane : l'importance de l'engagement des catholiques ou la référence à la Résistance, citée spontanément par de nombreux témoins.

À l'écoute des récits d'engagement entretien avec Béatrice Dubell

commissaire de l'exposition et
directrice artistique de Grand Ensemble

Quelle est l'origine de cette démarche ?

Je suis d'abord réalisatrice et directrice artistique de l'association Grand Ensemble, une association que nous avons conçue comme un « atelier de cinéma populaire » car nous rassemblons des réalisateurs débutants et confirmés qui essayent d'inventer des alternatives de production et de diffusion de films indépendants. L'association a pour ambition de faire exister des films à valeur humaine et sociale ajoutée et d'éviter un formatage imposé par l'industrie télévisuelle. Elle défend une approche sensible qui rend compte des réalités sociales dans leur complexité.

Le projet *Récits d'engagement* est justement la suite d'un film documentaire dont la réalisation a constitué une première étape dans ma découverte des solidarités entre Français et Algériens pendant la Guerre d'indépendance, au cœur même de notre agglomération. Je gardais une image assez confuse de la guerre mais elle avait imprégné mon enfance. C'est une rencontre avec un cinéaste algérien, Mohamed Bouamari, qui a grandi comme moi dans un quartier populaire de Lyon, qui m'a fait découvrir l'existence de cette fraternité, le soutien de Français à des Algériens en guerre, allant jusqu'à l'engagement clandestin et pour certains, jusqu'à la prison.

J'ai eu l'intuition qu'il y avait urgence à aller enregistrer le témoignage de ces militants, à faire resurgir un passé qui faisait écho pour moi à des questions ancrées dans le présent : des générations actuelles encore marquées par l'héritage de la décolonisation, parfois un racisme latent dont une part pourrait trouver sa source dans un héritage enfoui, pour le moins mal digéré. Pouvoir entendre et faire entendre, parfois après cinquante ans de silence, des personnes ayant été impliquées dans une solidarité active avec les Algériens, me semble un des moyens de reconstituer des éléments d'un chaînon mémoriel manquant, de renouer des fils rompus.

Comment avez-vous rencontré les témoins ?

En 2005 quand j'ai commencé, je me suis assez naturellement tournée vers la Place du Pont, au cœur du vieux quartier cosmopolite de la Guillotière. Simone Presle, une ancienne militante associative, m'a directement présenté le père Henri Le Masne, qui « savait » et m'a ouvert les portes de ce passé. Il m'a conduit auprès de militants comme les Polette, de responsables algériens comme Amor Ghézali, m'a aussi beaucoup parlé de son ami l'abbé Albert Carteron, aujourd'hui disparu.

Tous les chemins croisés me ramenant à l'évocation de ce dernier et à la portée de son action, c'est donc par le milieu catholique que je suis entrée dans ces réseaux de solidarités et c'est autour de ce personnage que j'ai réalisé le documentaire *El bi'r - le puits*, le surnom qui avait été donné à Albert Carteron par les Algériens. Chronologiquement, le milieu du catholicisme social, très implanté à Lyon, a été le premier à militer en faveur des Algériens exploités, discriminés et réprimés par le système colonial.

La diffusion de ce film à partir de 2008 a ouvert de nombreux débats et permis de nouvelles rencontres, la question de l'élargissement du sujet au-delà du milieu catholique a aussi été une constante.

Vous avez donc voulu élargir vos recherches ?

C'est exact, mais cette fois j'ai été accompagnée par plusieurs historiens en partenariat étroit afin que les témoignages enregistrés, au fil des nouvelles rencontres, puissent être étudiés et mis en perspective. Cette deuxième étape, visant une restitution à la fois sensible et scientifique s'est concrétisée autour de deux projets complémentaires : une exposition et un livre.



> Jean-François Bourcier, un des témoins enregistrés, appelé en Algérie, entre 1956 et 1958, archives personnelles

Une installation qui place l'écoute des témoins au cœur de l'exposition

« *Vibrations Raisonnées*, le nom que j'ai donné à la composition sonore que j'ai créée pour *Récits d'engagement*, est une pièce multi-piste pour « sons blancs » écrite pour un système 5.1 élargi qui permet de créer un espace en mouvements où le musical est donné à entendre sur l'ensemble de l'exposition. Cette proposition cherche à répondre à deux objectifs qui se complètent. D'une part, créer une musicalité qui cerne et accompagne les entretiens pour en souligner l'écoute, d'autre part, par un « effet de masquage », isoler les entretiens afin d'éviter de compromettre l'écoute intimiste. Cette proposition représente subtilement et de manière abstraite les parcours de ces hommes et de ces femmes dans la résistance. Les parcours, mais aussi un climat de tension ténue induit par cette guerre « sans nom ». »

Laurent Grappe, compositeur

Qu'est-ce qui a guidé le dispositif choisi pour l'exposition ?

C'est une exposition pour l'oreille, dont le cœur est constitué par les récits des témoins. C'est une invitation à une écoute attentive, à une forme de rencontre qui permet de partager l'émotion du souvenir, mais aussi la complexité de la question morale posée à ces acteurs de l'histoire, pour la plupart anonymes, entre fidélité à l'héritage de la Résistance et sentiment de trahison vis-à-vis des appelés du contingent. Comprendre ce qui amène ce déclin de l'engagement, qui est toujours un choix personnel.

Certaines pages de cette histoire restent encore inconnues, particulièrement ce qui concerne la Guerre d'indépendance algérienne en France, tombée dans un oubli plus opaque encore que celui qui a longtemps occulté les opérations de guerre sur le sol algérien. Les parcours de ces gens, qui pensaient que leur engagement aiderait à un avenir apaisé entre Algériens et Français ont été eux aussi largement oubliés. La réalisation de cette exposition obéit donc pour moi à un devoir de mémoire.

Suivre le fil de ces récits doit permettre, je l'espère, de faire retour sur ce passé de manière nuancée et apaisée : les pages noires de cette guerre menée clandestinement dans l'agglomération, sont en quelque sorte éclairées dans une lumière « réfléchie ».

Enfin, au fil de son parcours, le visiteur peut découvrir la diversité de ces engagements auprès des militants algériens. Ils ne sont pas seulement le fait d'un petit noyau d'intellectuels, mais sont multiples et prennent naissance dans tous les milieux sociaux et différentes familles spirituelles. Il y a là un héritage moral, des questions civiques et politiques à restituer aux citoyens qui composent l'agglomération actuelle.

L'accompagnement scientifique entretien avec Marianne Thivend

commissaire de l'exposition et maîtresse de conférence
en histoire contemporaine à Lyon-2 / Larhra

Qu'est-ce qui a motivé votre accompagnement en tant qu'historienne auprès de Grand Ensemble ?

D'abord j'ai été sensible à la démarche citoyenne et engagée de Béatrice Dubell et de Grand Ensemble. J'ai eu l'occasion de visionner *El Bi'r*, qui laisse entendre (et voir) les témoignages de Lyonnais et Lyonnaises engagés et permet d'incarner cette histoire, de la regarder à partir de leur témoignage, « à hauteur » d'hommes et de femmes...

Ce point de vue m'a intéressée, ces paroles recueillies forment une source indispensable pour comprendre et donner vie aux enjeux de mémoire liés à cet héritage symbolique, civique et politique, les mettre en résonance avec l'agglomération lyonnaise aujourd'hui.

Un comité scientifique a été constitué par Béatrice Dubell et vous-même autour de cette collecte. Chacun a apporté un angle de vue différent ?

Avec Béatrice Dubell j'ai effectivement réuni un comité scientifique capable de traiter cette matière sonore très importante alors récoltée par Grand Ensemble.

Dès le début, Gilbert Meynier, spécialiste de l'histoire de l'Algérie contemporaine et professeur honoraire de l'Université de Nancy-II, nous a constamment apporté son soutien et son aide via les échanges nombreux qui ont animé ce petit comité scientifique durant près de deux ans.

Nous avons fait appel à de jeunes chercheurs comme Émilie Elongbil, doctorante au Larhra, qui achève une thèse sur le logement des Algériens à Lyon et des Turcs à Berlin pendant les années 1950-1970. Sa connaissance fine de l'immigration algérienne à Lyon, des structures publiques d'accueil, a permis de contextualiser les solidarités franco-algériennes et de définir comment l'action sociale pouvait devenir le terreau de l'engagement.

De même, Charlotte Gobin, qui a travaillé au Rize en stage en 2010, a réalisé un master en histoire des femmes et du genre sur la place des femmes dans les soutiens directs aux Algériens en guerre. Pour cela, elle a exploité les entretiens de Béatrice Dubell et tenté de mettre en avant comment le genre construit et façonne les engagements et la mémoire de ses engagements. Nous avons également eu le concours de chercheurs plus confirmés, comme Arthur Grosjean, professeur d'histoire - géographie qui poursuit des recherches sur la répression en France pendant la Guerre d'Algérie. À la suite de son travail sur le camp d'internement de Thol, ses recherches l'ont donc naturellement porté à s'intéresser au corpus d'entretiens des avocats qui ont défendu les Algériens en guerre.

La participation au comité de Gilles Boyer, professeur agrégé d'histoire et formateur à l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres), spécialisé dans l'enseignement des « questions vives » en histoire et qui a initié un travail de recherche sur « la Chronique sociale pendant la Guerre d'Algérie », a permis d'éclairer et de préciser la singularité de l'engagement des Catholiques lyonnais.

8



> Méthode de lecture à l'intention des travailleurs immigrés, 1957, fonds Jean Carhian, archives municipales de Lyon



> Document de l'Essana présentant le bureau mixte de l'association, 1962, fonds Jean Carlhian, archives municipales de Lyon

Comment procède l'historien pour mettre des mémoires individuelles en perspective avec ce qu'on appellerait communément « la grande Histoire » ?

La démarche scientifique des membres du comité a été de partir des entretiens oraux et de les confronter ensuite à d'autres archives, celles plus classiques de l'historien : les archives publiques (conservées dans les différents centres d'archives municipales et départementales, notamment les archives de la police, les archives judiciaires) mais également les archives privées, collectées en même temps que le matériau oral. C'est là aussi que se situe la richesse du travail collectif entrepris : des témoins ont donné leurs propres archives personnelles comme des photos ou de la correspondance mais également, des archives d'association. Ainsi, Jean Carlhian, secrétaire de l'association Essana en 1957, a légué aux archives de Lyon le fonds de l'Essana constitué par son épouse, Marguerite, elle-même membre de l'association et responsable des cours pour femmes. De fait, les matériaux disponibles pour étudier les solidarités franco-algériennes à travers une association étaient fort riches. Pour mon travail sur l'Essana, je disposais donc du témoignage direct d'anciens membres, Jean Carlhian, Marc Mégard, René et Louis Costechareire, René Bressat... Ce sont des témoignages variés, attestant d'une diversité des modes d'approche de la question algérienne, qui permettaient de définir, « par le bas », ce que fut cette association.

9

J'ai confronté ces témoignages aux autres archives alors disponibles, celles de l'association qui permettaient de combler les « trous de mémoire » des témoins mais également, et surtout, celles des archives publiques, émanant des services de la préfecture, qui apportaient un regard totalement différent sur les activités de l'association.

Enfin, je suis moi-même spécialisée en histoire de l'enseignement et attentive à l'étude du rôle de l'école dans la production et la reproduction des inégalités, qu'elles soient sociales, de genre, mais également nationales ou ethniques. Je me suis intéressée tout particulièrement à l'action de l'association Essana /Acfal (Études sociales service d'accueil nord-africain) qui offrait des cours d'alphabetisation aux travailleurs algériens et à leur famille. Ce fut ma porte d'entrée dans ce projet de recherche, qui forme également un chemin de traverse m'amenant à travailler sur l'histoire de l'accueil fait aux enfants de migrants par l'Éducation nationale.

Délicat est le travail de confrontation entre le regard du témoin, interrogé cinquante ans après les faits et les faits eux-mêmes reconstruits à partir des archives. Habituellement, je travaille essentiellement sur les archives publiques, émanant des institutions (l'École surtout). Sans les témoignages oraux, je n'aurais pas pu définir ce que furent en réalité les solidarités franco-algériennes mises en œuvre au sein de l'association (des cours du soir aux cours aux détenus algériens certes, mais surtout l'hébergement d'Algériens, les réunions mixtes...) ainsi que leurs motivations, je les aurais juste supposées, non mises à plat comme ce fut alors le cas.

Des documents pour compléter l'exposition

10

Un film

Dans son documentaire *El bi'r- le puits* sur le père Albert Carteron, Béatrice Dubell nous fait faire un voyage dans le passé à travers l'évocation d'un absent, personnage discret mais central de la résistance anticoloniale, surnommé par les Algériens « El bi'r », c'est-à-dire « le puits », l'homme des secrets bien enfouis.

Sa connaissance de l'Algérie coloniale, tout comme son rôle de prêtre auprès des immigrés, conduisent rapidement Albert Carteron à prendre conscience de la légitimité de l'action des Algériens pour obtenir une dignité que seule l'indépendance peut leur apporter.

La personnalité du père Carteron en fait un acteur central parmi tous ceux qui s'engagent aux côtés des Algériens. Respecté par les militants nationalistes, il travaille en lien étroit avec le service social du FLN. Attaché à son église, il veille à informer sa hiérarchie et à faire connaître la cause des Algériens dans les paroisses qu'il entreprend de visiter dans ce but.



> Disponible auprès de l'association Grand Ensemble, sur atheles.org ou empruntable à la médiathèque du Rize

L'affaire du Prado de Saint-Fons L'abbé Carteron, disparu depuis plusieurs jours s'est présenté, hier après-midi au Palais de justice de Lyon

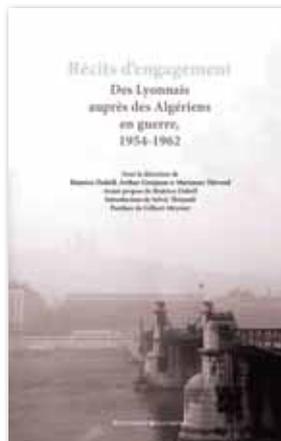


L'abbé Carteron arrive au palais de Justice en compagnie de son avocat, M^r Bernardin

> *Le Progrès* du 20 octobre 1958

Un livre

Le travail du comité scientifique de l'exposition a été réuni au sein d'un ouvrage collectif qui permet d'approfondir les thématiques abordées par l'exposition : *Récits d'engagement, des Lyonnais auprès des Algériens en guerre, 1954-1962*, Paris, éditions Bouchène, 2012.



> Disponible dans les librairies ou empruntable à la médiathèque du Rize

La présence algérienne dans l'agglomération lyonnaise



11

> Centre d'hébergement pour les Nord-Africains, ancienne caserne de la Part-Dieu entre 1948 et 1961, fonds Georges Vermard, bibliothèque municipale de Lyon

Si la présence algérienne dans l'agglomération lyonnaise est notable, attestée dès les années 1930, elle devient massive au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Pour reconstruire la France, des « travailleurs algériens » sont recrutés, employés principalement dans les secteurs des travaux publics et du bâtiment, de la métallurgie, de l'automobile (Berliet) et dans les industries chimiques et textiles. Ils sont de plus en plus nombreux : 8 300 en 1951, 15 200 en 1957 et 13 400 en 1960.

Au milieu des années 1950, la migration algérienne n'est cependant pas uniquement constituée d'hommes céli-

bataires : environ 1 000 femmes et 2 000 enfants vivent également dans l'agglomération.

Le premier problème auquel sont confrontés ces migrants est le logement. Les hommes seuls n'ont d'autres choix que les centres d'hébergement (celui de la Part-Dieu a vu transiter 25 000 personnes de sa création en 1948 jusqu'en 1961), les foyers Sonacotral ou foyers dortoirs, les garnis. Quant aux familles, si certaines ont la chance d'accéder à un logement HBM (Habitat bon marché), la plupart vit dans des centres de transit et les bidonvilles de l'agglomération.

Le choix de l'engagement naissance à Lyon de soutiens aux militants indépendantistes algériens

12

La guerre qui se déroule en Algérie, la présence à Lyon d'une importante communauté algérienne, aux conditions de vie difficiles et sensible aux thèses indépendantistes, les méthodes de répression utilisées par l'armée et la police en Algérie et par la police en métropole, créent une situation inédite. À partir de 1956, l'envoi du contingent en Algérie contribue à sensibiliser largement l'opinion publique au conflit.

Face à cette situation, des habitants de l'agglomération lyonnaise vont s'engager. Si pour certains, l'engagement naît de la rencontre directe avec la population algérienne, par l'action sociale ou bien encore par l'activité professionnelle, d'autres en revanche ont d'abord une approche morale, intellectuelle et politique de la question.

Mais pour toutes et tous, quelle qu'en soit la raison première, l'engagement est une évidence. La décision de l'aide directe aux Algériens est avant tout un acte individuel qui résulte de différents facteurs liés à une histoire personnelle et collective, procédant à la fois d'une culture politique et d'un réflexe humaniste.

« La leçon d'histoire qu'on en peut tirer pourrait être que le pire n'est pas forcément programmé et que les solidarités humaines font, aussi, partie de l'histoire : pendant la guerre de 1954-1962, au-delà des religions, des cultures, des tabous et des formalisations politiques vulgaires, il s'est trouvé des humains - appelons-les si l'on veut, ici, "algériens" et "français" - pour que la devise "liberté, égalité, fraternité" soit un objectif premier et une réalité vivante ».

Gilbert Meynier, postface de *Récits d'engagement, des Lyonnais auprès des Algériens en guerre, 1954-1962*



> Bidonvilles à Lyon, années 1960, fonds Marcelle Vallet, bibliothèque municipale de Lyon

Portrait des réseaux clandestins locaux de soutien au FLN

Le terreau du catholicisme social, très vivant à Lyon, nourrit de nombreuses actions humanitaires en direction de la population algérienne, principalement l'aide au logement et l'alphabétisation.

De ces rencontres vécues au quotidien, naît toute une gamme d'engagements. Certains se limitent à une stricte action sociale quand d'autres s'engagent dans un soutien plus direct au projet politique des nationalistes algériens.

Le **premier réseau** de soutien clandestin au FLN de Lyon est un ensemble composite de catholiques, de libertaires et de trotskistes, dont les premiers noyaux se forment à l'automne 1955. Il est démantelé lors d'un grand coup de filet en avril 1959. Dans le contexte très particulier de la Guerre d'indépendance en métropole, les soutiens directs des Français apportent aux « Français musulmans d'Algérie » le bénéfice des droits dont ces derniers sont privés : logement et liberté de circulation, ce qui leur permet d'opérer dans la clandestinité la plus stricte. Les maisons des Français deviennent les bases de l'organisation politique clandestine des Algériens en servant, selon les cas, de cache pour les personnes poursuivies par la police, de boîte aux lettres, de lieu de réunion, de lieu de dépôt de documents, d'argent voire parfois d'armes. Les Français, moins harcelés par la police, assurent aussi les liaisons qui permettent le cheminement de fonds, de documents, de militants, exceptionnellement d'armes, en France et au travers des frontières européennes. Ils jouent aussi un rôle dans la guerre de l'opinion que livre en métropole la commission presse et information (CPI) du FLN qui cherche à donner l'écho le plus large à sa cause, notamment en mobilisant les intellectuels.

Début 1959, un **deuxième réseau** est mis en place par Jean-Marie Boëglin. Il recrute des personnes d'horizons politiques et spirituels très divers, qui se chargent à leur tour de recruter dans leurs milieux respectifs. Ainsi entrent en action une branche plutôt protestante, une autre plutôt catholique et une branche composée majoritairement de libres-penseurs. Pour autant, c'est une logique d'action qui prime dans le recrutement et les contours idéologiques de ces différents noyaux ne sont pas étanches. Quelques communistes participent à ce réseau, particulièrement discrets du fait de la position intransigeante du Parti. Enfin, quelques jeunes femmes sont engagées comme agents de liaisons et sont appointées par le FLN. De ce réseau, formé de plusieurs branches qui s'ignorent, chacun des membres n'a qu'une vision très partielle. On en connaît donc surtout les personnes qui constituent son noyau central, arrêtées lors du coup de filet de novembre 1960.

La collecte de témoignages de Grand Ensemble a concerné plus d'une quarantaine de personnes, engagées dans des formes de solidarités diverses auprès des Algériens, sociales, judiciaires, politiques, allant pour certains jusqu'à l'action clandestine. Si tous ces récits ont contribué à la compréhension de cette histoire, seule une partie a été retenue dans l'exposition : un choix dicté par des objectifs de compréhension générale mais qui a été difficile tant chaque parcours est intéressant.

En complément de l'exposition dans laquelle leur récit n'est pas diffusé, le Rize revient avec deux témoins sur le sens qu'ils ont donné à leur engagement auprès des Algériens, soit en lien avec leur histoire personnelle au moment des « événements » (son appartenance au milieu protestant, au mouvement non-violent et son expérience en tant qu'appelé pour **Jean Masson**) soit ensuite au fil du parcours de leur vie (son exil en Algérie, ses convictions de libre-penseur ou le souvenir de l'engagement politique de son épouse pour **Jean-Louis Augier**).

Entretien avec Jean Masson

Vous êtes parti en Algérie en tant qu'appelé du contingent militaire, alors que vous étiez un non-violent ?

Je faisais partie de l'Action civique non violente, un mouvement qui soutenait les « réfractaires » à la Guerre d'Algérie. Mais plutôt que l'insoumission ou la désertion, j'avais fait le choix de l'obéissance. J'ai fait trente-six mois de service militaire dont dix mois en Algérie, en tant qu'infirmier militaire. Il y en a qui cassaient tout pour ne pas y aller, moi je pensais que ce n'était pas ça qui allait faire avancer les choses, je militais pour le respect du refus de porter les armes et pour l'objection de conscience, mais pas contre l'autorité en général.

Je suis parti en 1956 pour les Aurès - Nemencha (région du nord-est de l'Algérie). La désorganisation de l'armée, le départ de 800 hommes sous la garde des CRS, sans connaître leur destination, l'entassement des soldats dans les trains, dans le bateau, des hommes mal équipés et mal protégés par l'armée, déjà tout cela a commencé à me faire réfléchir.

Nous étions une délégation de 35 infirmiers postés dans un petit village des Aurès et nous avons monté un hôpital de campagne de bric et de broc, dans une petite maisonnette existante à proximité de notre campement. Le médecin commandant était très bien, il était là pour soigner les gens, quels qu'ils soient. Par exemple cette petite fille, Habbla (voir photographie) je l'ai récupérée dans une mechta (un hameau des Aurès fait de maisons traditionnelles) : toute sa famille avait été massacrée, elle était blessée et nous l'avons soignée dans notre hôpital. Tous les médecins et infirmiers s'étaient attachés à elle, elle était vive et intelligente : à son arrivée au camp elle ne parlait pas un mot de français et quelques mois après elle parlait couramment. Nous avons même fait une demande pour la ramener en France et prendre soin d'elle pendant une année ou deux.



> Habbla, petite fille soignée par le contingent de Jean Masson, 1956, archives personnelles



> Jean Masson appelé en Algérie, 1956, archives personnelles

J'ai ensuite contracté la typhoïde et je n'ai pas pu m'en occuper pendant un temps, malheureusement elle est retournée dans son village, elle a été mal soignée et elle est morte. J'en ai beaucoup voulu aux militaires de l'avoir laissée partir.

Avoir vécu la Guerre en Algérie a été un déclencheur ?

Le choix de l'engagement auprès des Algériens en France à mon retour a été dicté par ce que j'ai vu là-bas, les morts, les tortures... On nous a envoyé pour écraser une rébellion, pas pour pacifier un pays. Évidemment de l'autre côté ce n'était pas la tendresse non plus, il ne valait mieux pas être pris par les uns ou les autres ! Mais j'ai vu les files de personnes arrêtées, n'importe qui, des hommes ou des femmes qui n'avaient rien fait, rien demandé, qui faisaient la queue pour les interrogatoires et les interrogatoires c'était la torture.

Là-bas j'ai fait ce que j'ai pu pour soigner tous ceux qui étaient soignables. Les légionnaires étaient terribles, ils nous obligeaient à privilégier les militaires et nous étions obligés d'entasser les civils. Après avoir vu toutes ces choses, quand je suis revenu, très vite ma réflexion s'est faite. J'avais été assez proche du Parti communiste, j'avais rencontré des personnes de la tendance de Jean-Paul Sartre, du réseau Jeanson, de Rocard...

J'ai décidé de lutter et d'être anticolonialiste dans tout ce que cela comporte. Je suis entré en relation avec un ami qui faisait du théâtre : Jean-Marie Boëglin, puis Francis Jeanson. On s'est mis d'accord sur l'aide à apporter aux Algériens, j'ai rencontré Tahar Temzi, le patron de la wilaya locale. Je connaissais beaucoup de gens, j'ai pu organiser avec Blaise de Pury, un ami d'enfance et un militant comme moi, une organisation d'une vingtaine de personnes qui logeait des Algériens, entre autres. Personne ne connaissait personne, nous avions cloisonné et recruté des personnes individuellement, du milieu protestant particulièrement.

Est-ce que cet engagement vous a personnellement coûté ?

J'ai été arrêté par la DST (Direction de la surveillance du territoire) en novembre 1960 pour mon action clandestine, mais j'ai eu le temps de faire partir Tahar Temzi qui logeait alors chez moi, ainsi que de me débarrasser d'un certain nombre de preuves. Il n'y avait presque rien contre moi. J'ai été présenté au procureur au Palais de Justice, avec Blaise de Pury qui avait été arrêté aussi. On a eu le temps de mettre nos versions en accord grâce à la complicité d'un policier. On nous a envoyé ensuite en détention provisoire à la prison Saint-Paul. Heureusement j'ai été mis en liberté provisoire après dix-huit jours de prison assez rapidement. Il fallait que je m'occupe de ma pâtisserie, la Minaudière, que je tenais rue de Brest avec mes sœurs, cela faisait vivre toute ma famille et ça a dû jouer en ma faveur.



> Le Progrès
du 8 décembre 1960

En avril, le procès s'est déroulé et j'ai été acquitté. Nous avions beaucoup de soutiens, de tous horizons. En plus je m'étais lancé dans cette aventure en connaissance de cause, j'étais allé en Algérie, contrairement aux autres j'avais vu ce qui se passait, les militaires ne tenaient pas trop à ce que je fasse un grand exposé de tout ça. Plus tard, la Minaudière a été plastiquée le 6 février 1962 par l'OAS, la nuit, toutes les vitres du quartier ont explosé. J'avais déjà reçu des menaces. La solidarité a été incroyable, il y a eu plusieurs articles de journaux, des personnes m'ont envoyé des chèques pour que je puisse reprendre mon activité.

Pourquoi avoir accepté de témoigner de votre histoire ?

Pour dire les choses comme je les ai vécues, comme elles sont. Je trouve que c'est normal de le faire savoir. Des historiens ne savent pas tout, par exemple j'ai lu Benjamin Stora, pas tout encore, mais il m'a semblé qu'il manquait des choses dans ses livres, moi j'ai eu une vision d'ensemble, je peux donner des éléments manquants. Mon témoignage peut compléter les livres déjà écrits sur cette période de l'histoire.

Entretien avec Jean-Louis Augier

Vous avez été arrêté en novembre 1960, puis jugé en avril 1961, pour votre engagement auprès de Jean-Marie Boëglin dans un réseau d'aide au FLN. Que s'est-il passé ensuite ?

En avril 1961, au moment du procès devant le tribunal militaire (une juridiction d'exception) j'étais en liberté provisoire après deux mois d'emprisonnement. Au terme des débats, le réquisitoire du Commissaire du gouvernement ne laissait planer aucun doute sur ma condamnation à la prison ferme. Comme l'audience s'est prolongée au-delà de 21h, il n'y a pas eu de mandat d'amener et je suis sorti libre du tribunal. C'est la raison pour laquelle j'ai pris la décision, avec l'aide de mon frère et du réseau, de quitter la France le lendemain matin avant la reprise du procès fixée à 14h. J'ai pu partir au Maroc, via la Suisse, l'Italie et l'Espagne. Mon épouse m'a rejoint en septembre.

Avec les « évadées de la petite Roquette », membres du réseau Jeanson, nous avons ouvert à Oujda, près de la frontière algérienne, une école pour scolariser une centaine d'enfants de réfugiés algériens.

Au moment de l'Indépendance de l'Algérie en juillet 1962, nous ne pouvions pas rentrer en France, parce que condamné, j'étais toujours recherché par la police française. Nous nous sommes rendus à Alger. L'administration algérienne n'était pas encore opérationnelle. Lors d'une visite à l'Union générale des travailleurs algériens, nous avons été orientés vers l'École normale d'Alger. Nous avons rencontré une équipe d'enseignants et d'animateurs de mouvements d'éducation populaire

algériens et français dont la préoccupation immédiate était d'assurer la rentrée scolaire dans toute l'Algérie car de nombreux enseignants français avaient définitivement quitté le pays.

Nous avons participé, ma femme et moi, à l'organisation d'un stage de formation accélérée à l'intention de 500 personnes, afin que ces dernières puissent prendre en charge une classe primaire. Le directeur de l'École normale, qui était à la recherche de professeurs, nous a engagés. Nous sommes restés cinq ans.

Cet engagement en France a-t-il facilité votre installation en Algérie ?

Oui, nous n'étions pas isolés. À Alger, l'accueil fut très chaleureux. Nous avons retrouvé des membres du réseau et des amis que nous nous étions faits au Maroc. Un ami lyonnais nous avait ramené notre 2 CV au Maroc ce qui fait que nous circulions en Algérie avec une immatriculation lyonnaise. Nous étions immédiatement identifiés comme « des Français de France », sympathisants de la cause algérienne, peu nombreux à cette date. À titre d'exemple : un jour, nous circulions près de la place des Martyrs (l'ex-place du Gouvernement), lorsqu'une fusillade a éclaté. Deux Algériens se sont précipités vers nous, nous ont extirpés de la voiture, mis à l'abri sous les arcades et ont fait rempart de leurs corps pour nous protéger.

Parmi les Français engagés, certains ont demandé la nationalité algérienne, ce ne fut pas notre cas car nous étions soucieux de respecter la volonté des Algériens de gérer eux-mêmes leur Indépendance.

Pourquoi avoir choisi de témoigner aujourd'hui ?

La Guerre d'Algérie est le dernier épisode d'un long processus de décolonisation. Il a fallu beaucoup de temps pour que la France et les Français assument ce passé douloureux dont quarante ans pour admettre qu'il s'agissait d'une guerre.

Aujourd'hui, par exemple, il est encore difficile de parler de l'affaire du métro Charonne à Paris (le 8 février 1962, 20 000 personnes qui participaient à une manifestation pacifique pour la paix en Algérie ont été chargées par les forces de l'ordre, un déchaînement de violences policières qui fera neuf morts.) D'autre part, il a été question de transférer aux Invalides les cendres d'un officier supérieur responsable de pratiques détestables (torture) lors d'interrogatoires de prisonniers.

J'estime important de raconter ce qui s'est passé. En 1958, la presse était censurée, il y avait des pavés blancs dans les journaux ! Cependant quelques publications interdites circulaient « sous le manteau » dont *La Question* d'Henri Alleg. Il a fallu attendre plusieurs années pour lire des documents, voir et entendre des témoignages dont des films parmi lesquels *Avoir vingt ans dans les Aurès* et plus récemment en 1992, *La rupture oubliée* de Didier Bouillot et Bernard Maigrot. Toutefois, il y a encore peu de récits sur les Français qui, en raison de leur engagement non compris par la population, ont dû connaître la prison et l'exil.

> Portrait (caricature) de Jean-Louis Augier paru dans la presse à l'occasion de son procès en avril 1961





**Quel sens avez-vous donné
aux engagements de votre vie,
plus généralement ?**

L'engagement dépend aussi de l'éducation et de l'histoire familiale. Mon père a commencé à travailler à 12 ans sur le carreau de la mine. Son engagement syndical l'a conduit à participer, en 1936, à la signature des conventions collectives à Paris. Ce qui lui a valu en 1940, d'être licencié des établissements Berliet où il travaillait depuis plus de 10 ans.

Pierrette, mon épouse, a été élevée dans le souvenir de son père, assassiné par les Allemands, sous la torture, à la prison de Limoges, en 1943. Sa mère, Marie-Madeleine Desvignes, résistante, avait également connu la prison pendant la Seconde Guerre mondiale, à Tulle. Ensuite, son engagement pour l'Algérie lui a encore valu d'être incarcérée, de novembre 1960 à avril 1961, à la prison de Montluc, de sinistre mémoire.

Cet héritage familial et cet engagement m'ont permis, tout au long de ma vie et notamment pendant les six ans d'exil, de réfléchir aux événements et d'être ouvert à d'autres cultures. Je résumerais volontiers en citant Édouard Glissant, philosophe et écrivain martiniquais : « Comment être soi-même sans se fermer à l'autre ; comment s'ouvrir à l'autre, sans se perdre soi-même ? ».

Il ajoutait « si on ne se pose pas la question, on n'est pas en harmonie avec la réalité du monde ! ».

Reconnaître l'autre mais rester soi-même : le dialogue des cultures s'exprime là. Je conçois l'engagement de telle manière qu'à aucun moment ma propre personnalité n'ait à se dénaturer. Je ne refuse pas ce que je suis... J'assume pleinement mes racines, mes convictions, ma formation, mon caractère. Je ne veux surtout pas que l'autre soit différent de ce qu'il est dans sa nature profonde. Nos intégrités doivent être à tout instant sauvegardées dans nos relations ; c'est ce qui en fait la richesse. Ce n'est pas de se fondre dans un moule unique qui apportera de l'enrichissement.

Chronologie générale

1830-1954 : L'Algérie est française officiellement depuis la conquête de 1830. Cependant, sa colonisation ne sera plus ou moins achevée qu'en 1871, après la soumission de la Kabylie. La Constitution de 1848 proclame l'Algérie partie intégrante du territoire français, elle est divisée en départements. En 1865, la qualité de français est reconnue aux Algériens mais ils conservent leur statut personnel : de fait il y a dissociation de la citoyenneté et de la nationalité. En 1865, le code de l'indigénat instaure un droit particulier pour les Algériens qui leur impose une obéissance stricte à l'autorité française.

Avant 1954, l'Algérie coloniale est traversée par de nombreuses révoltes : soulèvements en 1916 dans la région de Constantine, manifestations nationalistes du 1^{er} mai 1945, émeutes du 8 mai 1945 dans le Constantinois. La répression est brutale, le nombre de colons tués varie de 88 à 103. Le bilan des victimes algériennes est mal connu, les militaires parlent de 6 000 à 8 000 morts. Le chiffre de 15 000 est avancé par les historiens aujourd'hui.

À la veille de la Toussaint 1954, l'Algérie est peuplée d'environ 9 millions d'Algériens (arabes et berbères) et de près d'un million d'Européens, pour la plupart installés depuis plusieurs générations.

Cette place particulière dans l'Empire français (l'Algérie est considérée comme partie intégrante du territoire national) et la présence d'une ancienne et importante communauté européenne sont deux éléments clés qui expliquent la violence des événements entre 1954 et 1962.

Le nationalisme algérien : le fondateur des premières organisations indépendantistes est Messali Hadj. Émigré à Paris en 1923, il adhère à l'Étoile nord-africaine en 1926 qui vient d'être fondée en France par des ouvriers algériens avec l'aide du Parti communiste. En 1937, il crée le Parti du peuple Algérien (PPA). En octobre 1946, il fonde le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Si ce mouvement incarne de façon majoritaire le nationalisme algérien, il n'est cependant pas le seul. En effet, en 1943, Ferhat Abbas, pharmacien à Sétif, qui se qualifie de nationaliste modéré, est à l'origine du *Manifeste du peuple algérien*. Il faut aussi mentionner l'association des *oulémas* (religieux) dont la devise est « l'arabe est ma langue, l'Islam est ma religion, l'Algérie est ma patrie ». Ferhat Abbas comme les *oulémas* se rallieront au FLN pendant la guerre.

Au début des années 1950, Messali Hadj s'oppose à la stratégie des membres du comité central de son parti (les centralistes) qui veulent créer le Front de libération nationale (FLN) regroupant les partisans de Ferhat Abbas, les *oulémas* et les communistes. En mars-avril 1954, le FLN est créé sous la direction de Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Mohamed Khider et Krim Belkacem.

1954 : Le 1^{er} novembre 1954, une série d'attentats marque le début de l'insurrection : c'est le commencement de la Guerre d'Algérie. C'est la rupture entre le FLN et Messali Hadj, qui crée le Mouvement national algérien (MNA) le 3 décembre 1954.

Durant le conflit, cette rupture entre MNA et FLN va dégénérer en un véritable affrontement qui va faire plusieurs milliers de victimes en Algérie, en particulier le massacre de Beni-Illmane (Melouza) où le 29 mai 1956, 374 villageois sont tués par le FLN parce que soupçonnés d'appartenance messaliste. En France, cet affrontement fera 4 000 morts parmi les Algériens entre 1956 et 1962.

1955 : Le gouvernement français réagit à l'insurrection algérienne par une politique marquée par la volonté de réformes et par la répression. Pierre Mendès-France nomme Jacques Soustelle gouverneur général. Une série de lois et décrets durant cette année donnent d'énormes pouvoirs à l'armée et à la police (état d'urgence pour six mois, établissement en Algérie de la censure préalable, principe de la responsabilité collective). Le 20 août, une offensive de l'ALN (Armée de libération nationale) dans le Nord Constantinois fait 71 victimes européennes. La répression fera officiellement 1 273 morts (chiffres cités par les historiens Mohammed Harbi et Benjamin Stora). Le conflit prend dès lors un tournant en entrant dans une phase de plus grande intensité.

1956 : Au début de l'année, les élections législatives voient la victoire de la coalition de gauche, le Front républicain. Le socialiste Guy Mollet devient président du Conseil et remplace en Algérie Jacques Soustelle par Robert Lacoste. Élu sur une politique de « paix en Algérie », le gouvernement prend une série de décisions qui vont à l'encontre de ce programme. En effet, la loi sur les pouvoirs spéciaux du 16 mars 1956 marque un durcissement du conflit, en permettant au gouvernement de prendre en Algérie, par décret et sur la base - illusoire - d'un contrôle parlementaire, toute mesure jugée nécessaire dans les domaines administratif,

économique, social et militaire. L'article 5 précise que « le gouvernement disposera des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre ». Entre avril et mai, le Conseil des ministres prend une série de mesures qui multiplient par deux les effectifs militaires en Algérie : 200 000 hommes début 1956, 400 000 en juillet et 450 000 fin 1957. Rendues possibles par le rappel des disponibles et l'allongement du service militaire à 27 mois, ces mesures mettent en place sur le terrain un véritable quadrillage : il s'agit dès lors d'une véritable guerre. L'opinion publique, en métropole, est maintenant directement concernée par le conflit, qui plus que jamais, est devenu central. Le 22 octobre, l'avion qui transporte les chefs du FLN du Maroc en Tunisie est arraisonné dans l'espace aérien international et les principaux dirigeants du FLN comme Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Hamed et Mohamed Boudiaf seront internés en France.

1957 : Cette année est celle de la grande répression à Alger (dénomination plus pertinente que celle de « bataille d'Alger » selon Gilbert Meynier) qui commence en janvier 1957. Le général Massu dispose des pouvoirs de police à Alger. Jusqu'à l'automne 1957, la période est marquée par les attentats sanglants du FLN, l'utilisation de la torture sur les suspects arrêtés, le quadrillage d'Alger par les parachutistes. Le 18 février le général Jacques Paris de la Bollardière est relevé de son commandement à la suite de ses prises de position sur la torture. Le 25 février Larbi Ben M'hidi est arrêté par les parachutistes, il sera assassiné. Le 11 juin, arrestation par les militaires et assassinat de Maurice Audin (enseignant de mathématiques à l'Université d'Alger). Le 12 juin est arrêté Henri Alleg, séquestré à El Biar puis transféré à la prison Barberousse à Alger où il écrit *La Question*. Le livre paraît en 1958 aux éditions de Minuit et connaît un grand retentissement tant en France qu'à l'étranger où il est traduit. Le 12 septembre, Paul Teitgen, secrétaire général de la préfecture d'Alger, démissionne, compte tenu du nombre de plus en plus nombreux de « suspects » arrêtés et assignés à résidence ; beaucoup portent les traces de tortures et certains disparaissent. Sa lettre de démission aura un retentissement certain en métropole. Cette grande répression a des conséquences majeures sur l'opinion publique en France, qui s'interroge dorénavant sur le bien-fondé de la guerre. Si à l'automne, les attentats du FLN ont cessé et si l'organisation est démantelée à Alger, il n'en demeure pas moins que la guerre est contestée tant sur le plan international qu'en métropole. Les différents gouvernements de la Quatrième République sont dans l'incapacité d'apporter une solution, entraînant une véritable paralysie politique, alors que l'armée se politise et que les partisans de l'Algérie française se radicalisent, allant jusqu'à envisager de renverser le régime.

1958 : L'année commence par le bombardement de la ville tunisienne de Sakhiet-Sidi-Youssef en Tunisie par l'aviation française en réplique aux attaques du FLN venues de Tunisie. Le conflit prend une ampleur internationale et la France se trouve de plus en plus isolée sur le plan diplomatique. Le 13 mai alors que l'instabilité ministérielle s'accélère à Paris, des manifestants envahissent les bâtiments du gouvernement général, les militaires et les activistes gaullistes créent un Comité de salut public dirigé par le général Massu. Le 14 mai, Massu en appelle à de Gaulle qui le 15 se dit « prêt à assumer les pouvoirs de la République ». Le 1^{er} juin il est investi chef du gouvernement par l'Assemblée nationale, le 4 il se rend à Alger où il prononce son « Je vous ai compris ». Durant l'été 1958 la Quatrième République laisse la place à la Cinquième, officiellement mise en place le 4 octobre 1958, sous l'effet de la question algérienne. Le conflit a donc pris plus que jamais une tournure franco-française. Le 3 octobre, le général de Gaulle annonce le plan de Constantine pour favoriser le développement économique de l'Algérie ; le 23 octobre, il propose au FLN « la paix des braves » qui la refuse. Le 21 décembre il est élu président de la République.

À partir d'août 1958, le FLN mène la guerre d'indépendance également en métropole. Ainsi à Lyon, en septembre, trois postes de police sont attaqués, provoquant la mort d'un gardien de la paix et des blessures tant pour des policiers que pour des passants.

1959 : Au début de l'année la guerre sur le terrain s'intensifie. Le plan Challe (du nom du nouveau commandant en chef) va permettre d'affaiblir considérablement le FLN sur le terrain. Cependant, l'évènement politique majeur est le discours de de Gaulle du 16 septembre qui évoque le droit à l'autodétermination de l'Algérie.

1960 : La conséquence du discours du 16 septembre 1959 suivi par le rappel du général Massu en métropole est la « semaine des barricades » à Alger. Après une fusillade dont le bilan est de 20 morts, les Européens émeutiers se retranchent au centre de la ville. Bien que certaines unités de l'armée laissent faire ou regardent avec sympathie cette insurrection, de Gaulle ne cède pas. Les activistes « Algérie française » créent le Front de l'Algérie française qui en février 1961 deviendra l'OAS (Organisation armée secrète). Du 9 au 13 décembre : manifestations d'européens contre le voyage de de Gaulle en Algérie, première manifestation d'Algériens en faveur de l'indépendance à Alger (120 morts).

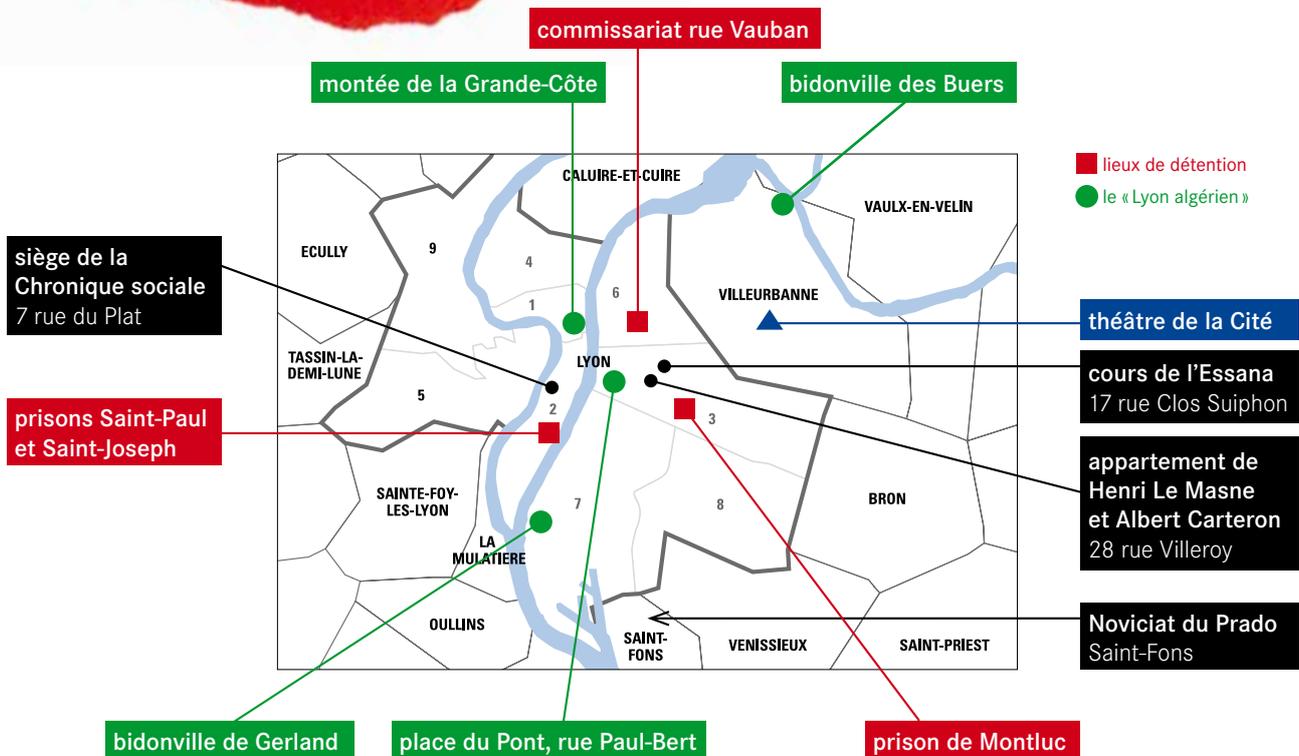
Le 19 décembre l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît le droit à l'indépendance de l'Algérie.

1961 : Le référendum du 8 janvier sur l'autodétermination est approuvé par 75,25% de « oui » dont 69,09% en Algérie. En février l'OAS devient un acteur clé du conflit qui entre dans sa phase ultime. Du 21 au 25 avril, les généraux Challe, Jouhaud, Zeller, Salan tentent un coup d'État. Le pouvoir réagit par l'état d'urgence et le recours à l'article 16 de la Constitution. Le 25 avril, le putsch est un échec. Les négociations d'Évian débutent le 20 mai. Le 8 septembre, l'OAS tente d'assassiner de Gaulle à Pont-sur-Seine ; il échappera de peu aussi à l'attentat du Petit-Clamart le 22 août 1962. Le 17 octobre, pour protester contre le couvre-feu qui leur est imposé, 20 000 Algériens manifestent à Paris. La répression sur l'ordre du préfet de police Papon est terrible : le bilan est estimé entre 140 et 200 morts.

1962 : En janvier et février, une série d'attentats sont organisés par l'OAS à Paris, aux domiciles d'Hubert Beuve-Mery (directeur du *Monde*) et d'André

Malraux. Le 8 février, la répression d'une manifestation anti-OAS fait 8 morts et plus de 200 blessés au métro Charonne à Paris. Le 18 mars les accords d'Évian sont signés, ils sont effectifs le 19 mars. Lors du référendum du 8 avril, ils sont approuvés par 90,70% des votants. Si ces accords marquent la fin officielle de la guerre, l'Algérie sombre dans le chaos, attentats et assassinats multiples organisés par l'OAS. Le 5 juillet commence à Oran la violence contre les Européens. On estime entre 95 et 144 le nombre d'Européens tués cette journée, auxquels il faut ajouter un grand nombre de disparus (selon les autorités françaises 3 080 dont 868 seront libérés et 257 tués). Commencent aussi à cette date les massacres des harkis qui iront en s'amplifiant. Les historiens estiment à plusieurs dizaines de milliers le nombre de victimes harkis. Durant l'été 1962, l'écrasante majorité des Français d'Algérie quitte une terre sur laquelle, pour un grand nombre d'entre eux, ils étaient installés depuis plusieurs générations.

Carte des principaux lieux de l'agglomération cités par les témoins





> Graffitis à Lyon, années 1960, fonds Marcelle Vallet, bibliothèque municipale de Lyon



> Message de soutien de Jean Cocteau à Claudie Duhamel et Nicole Cadieu (Brochier), 1962, archives personnelles

Glossaire

Mouvements nationalistes algériens

ENA : Étoile nord-africaine

MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques

FLN : Front de libération nationale

MNA : Mouvement national algérien

Partis politiques et syndicats

AGEL : Association générale des étudiants lyonnais

UNEF : Union nationale des étudiants de France
Principaux syndicats étudiants qui, en pleine Guerre d'indépendance algérienne, s'engagent. Les militants qui refusent la politisation et qui sont pour l'Algérie française s'en vont.

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière, un des principaux partis de la Quatrième République. Au pouvoir début 1956 avec Guy Mollet dont la politique suivie en Algérie entraînera une crise profonde du parti. Devenu le Parti socialiste en 1969.

PSA : Parti socialiste autonome. Né en 1958 de l'opposition à la guerre d'Algérie.

PSU : Parti socialiste unifié. Créé le 3 avril 1960 de l'opposition à la Guerre d'Algérie. Il réalise la fusion du PSA et de l'UGS (Union de la gauche socialiste). Il est rejoint par des communistes.

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens. En 1964, une majorité de ses militants fonde la **CFDT** (Confédération française démocratique du travail).

ACO : Action catholique ouvrière

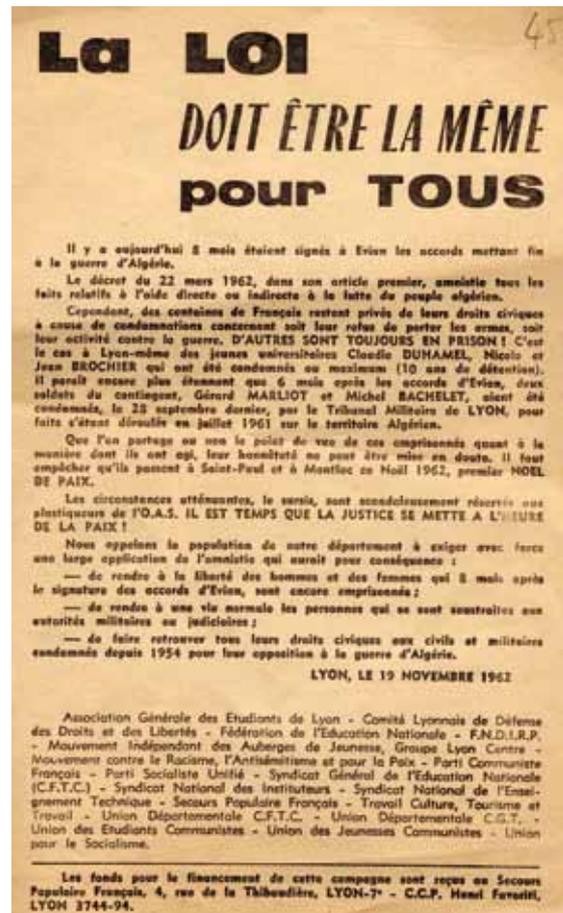
SGEN : Syndicat général de l'Éducation nationale

Reuves et organes de presse

Groupe Esprit : Lié à la revue *Esprit* engagé contre la Guerre d'Algérie. Fondée par Emmanuel Mounier en 1932, elle est dirigée à partir de 1957 par Jean-Marie Domenach.

Témoignage Chrétien : Fondée en 1941 par des résistants chrétiens « France prend garde de perdre ton âme ». Elle est engagée contre la Guerre d'Algérie. Elle rassemble des catholiques de gauche.

Chronique sociale : Fondées à Lyon en 1892, les éditions de la *Chronique sociale* sont une association catholique et sociale.



> Tract du Secours populaire, 1962, archives privées Jeannette Colombel

Divers

Wilaya : Comme l'Algérie, la France est divisée par le FLN en régions administratives, appelées wilayas. Ce découpage évolue au fil du conflit. En septembre 1961, la wilaya 3 comprend la région de Lyon et le Massif central.

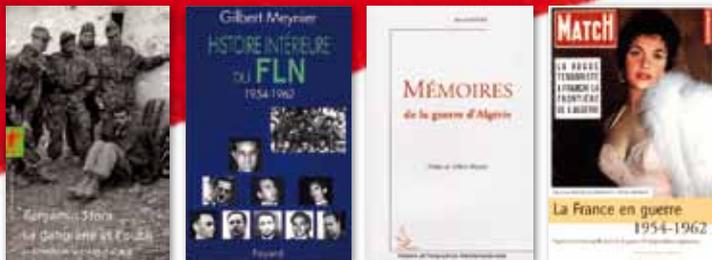
Camp du Larzac : L'ordonnance du 7 octobre 1958 permet l'internement non plus de condamnés, mais de simples suspects par arrêté préfectoral pour une durée de quinze jours dans un centre de triage (celui de Lyon se trouvait rue Vauban), puis par arrêté ministériel pour une durée indéterminée dans un Centre d'assignation à résidence surveillée (Cars). On aménage à cet effet les camps de Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard), de Thol (Ain) et du Larzac (Aveyron).

OAS : Organisation armée secrète. Créée en février 1961 par les activistes « Algérie française ».

Réseau Jeanson : Réseau parisien de soutien direct au FLN organisé à partir de 1957 par Francis Jeanson. Le réseau est démantelé en février 1960 et le procès de ses militants, accusés d'avoir « porté les valises » du FLN, ouvert le 5 septembre 1960.

Des ouvrages de référence

Quatre travaux d'historiens qui ont fait date,
pour aller plus loin



La gangrène et l'oubli, la mémoire de la Guerre d'Algérie

par Benjamin Stora - La Découverte, 1991

Pour comprendre les causes d'un véritable refoulement des mémoires, françaises et algériennes, Benjamin Stora tente dans cet essai d'éclairer les mécanismes de fabrication de l'oubli des deux côtés de la Méditerranée. Il démontre comment ceux-ci se sont mis en place dès la guerre elle-même : du côté français, c'est la négation de l'existence de la guerre, le refus obstiné de reconnaître la réalité de la torture et des exécutions sommaires ; du côté algérien, c'est la violence de la guerre civile secrète qui opposa le FLN et le MNA, ou le massacre en masse des harkis à l'été 1962, perpétré par les ralliés de la vingt-cinquième heure.

Histoire intérieure du FLN

par Gilbert Meynier - éditions Fayard, 2002

L'un des meilleurs moyens d'éclairer le tour implacable qu'a pris la Guerre pour l'indépendance algérienne est d'étudier minutieusement - et sur toute la durée des « événements » - les débats, voire les conflits qui ont parcouru la nébuleuse nationaliste dans la clandestinité et en exil : comment le FLN s'est-il construit ? [...] Somme exceptionnelle qui repose sur un travail d'archives considérable, sur la consultation d'innombrables documents (en arabe et en français) ainsi que sur de multiples Mémoires d'acteurs, sans oublier les recherches des historiens, ce livre renouvelle entièrement un sujet jusque-là biaisé par les passions ou franchement ignoré. D'une grande probité intellectuelle, il passionnera à la fois les Français et les Algériens, en particulier les anciens combattants des deux côtés. (Note de l'éditeur)

Mémoires de la Guerre d'Algérie

par Martin Evans - L'Harmattan, 2007

« Ce livre est conçu essentiellement comme une étude d'histoire orale, selon les méthodes éprouvées dont les historiens britanniques ont été parmi les pionniers reconnus, avec de grands noms, comme, notamment, Paul Thompson. Les interviews des militants de la Résistance à la guerre de reconquête coloniale de 1954-1962 que Martin Evans a choisi de faire sont intelligemment présentées selon des thèmes problématisés. [...] le noyau du livre, qui est le plus novateur, est bien son apport en histoire orale. Salutairement, la mémoire n'est jamais convoquée, chez Martin Evans, qu'en tant que document, productif pour l'histoire. » Gilbert Meynier, Préface.

La France en guerre, 1954-1962

par Sylvie Thénault et Raphaëlle Branche - éditions Autrement, 2008

Cerner au plus près le vécu de la Guerre d'indépendance algérienne en métropole, voici l'objet de cet ouvrage. Par des événements touchant leurs familles, leurs activités professionnelles, culturelles, militantes ou citoyennes, comment ceux qui habitaient en métropole, Français et migrants venus d'Algérie, ont-ils vécu et connu cette guerre ? Quelles ont été les manifestations du conflit sur le terrain métropolitain ? Quelles en ont été les répercussions locales ? Le rôle de l'espace métropolitain, jusque-là peu présent dans la recherche, mérite en effet d'être réévalué, sans se limiter à l'image d'une base arrière du nationalisme algérien, siège d'une intense bataille de l'écrit. [...] Comprendre comment les habitants de métropole vécurent la guerre, c'est aussi saisir la place que ces événements eurent dans leurs vies, et ensuite, peut-être, dans leurs mémoires. (Note de l'éditeur)

Les coups de cœur de la médiathèque du Rize

Une sélection ouverte à la découverte,
pour petits et grands, à consulter
sur place ou à emprunter

Le Porteur de cartable

roman d'Akli Tadjer - Lattès, 2002

Omar 10 ans et fils d'immigré algérien, porteur de cartable du FLN, fait la collecte d'argent auprès des militants du réseau Turbigio à Paris. Un jour, il rencontre Raphaël, réfugié pied-noir. D'abord la méfiance s'installe entre eux, puis Omar fait découvrir la France à Raphaël qui lui raconte l'Algérie.

Les figuiers de Barbarie

roman de Rachid Boudjedra - Grasset, 2010

Deux hommes se retrouvent côte à côte dans le vol Alger - Constantine. À dix mille mètres d'altitude et en moins de soixante minutes, c'est leur destin, et celui de tout un pays à travers le leur, qui va se jouer au fil de la conversation et des réminiscences. Ils sont unis par de vagues liens de parenté, par l'expérience commune et traumatisante de la guerre d'Algérie, mais aussi par le souvenir d'un été torride de leur adolescence, épisode dont jamais ils n'ont reparlé mais qui symbolise la jeunesse perdue de leur pays.

De grâce

roman d'Hamid Aït-Taleb - Lattès, 2008

Octobre 1961, Dihya, 20 ans, a quitté l'Algérie pour arriver dans le bidonville de Nanterre. Ses armes contre l'ennui : un vieux cahier où elle écrit des contes et un bâton de rouge à lèvres qu'elle met avec fierté pour marcher dans les rues parisiennes. Parce qu'elle ne veut pas être oubliée, désire être une femme libre, elle participe à la manifestation du 17 octobre 1961...

Les Porteurs d'espoir : les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie

recueil de témoignages

par Jacques Charby - La Découverte, 2004

La parole de celles et ceux qu'on a appelés les « porteurs de valises » pendant la Guerre d'Algérie, ne s'était encore guère faite entendre. En France, en Belgique et en Suisse, plusieurs centaines de jeunes militants courageux, venus d'horizons très divers, ont alors choisi de s'engager aux côtés des Algériens en lutte pour l'indépendance de leur pays. Jacques Charby, qui fut des leurs, a recueilli les témoignages de plus de soixante d'entre eux et les présente dans ce livre publié à la Découverte en 2004.

Nuit noire, 17 octobre 1961

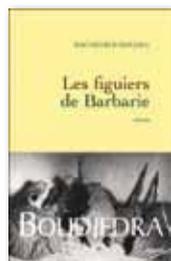
film de fiction d'Alain Tasma - 2005

Paris, automne 1961. Une manifestation regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes est organisée par le FLN dans la capitale en réponse au couvre-feu instauré par les autorités. Le Préfet de police, Maurice Papon, ordonne la répression de ce rassemblement pacifique. Plusieurs dizaines de manifestants désarmés sont ainsi jetés dans la Seine lors d'un tabassage en règle. La presse, muselée ne se fera l'écho d'aucun incident. On ignore encore à ce jour le nombre exact de victimes. De l'engagement des français auprès des algériens à la violence de la police de l'époque ce téléfilm arrive à capter toute l'ambiguïté et la complexité du conflit algérien en France. Scénarisé par l'historien Patrick Rotman, c'est un témoignage poignant sur cet épisode tragique.

Octobre noir bande dessinée

par Didier Daeninckx et Mako, préface
de Benjamin Stora - Ad Libris, 2011

À l'histoire du jeune Mohand, qui doit se produire à l'Olympia à Paris dans les années 1960, s'ajoute le récit de la journée du 17 octobre 1961 et de la répression sanglante par la police française sur ordre du préfet Papon.



Wahid album jeunesse de
Thierry Lenain, illustré par Olivier Balez -
Albin Michel Jeunesse, 2003

Deux hommes, Maurice et Habib, sont de deux pays qui pendant une courte période vont s'affronter. L'Algérien et le Français ont-ils combattu l'un contre l'autre ? Quelques années plus tard, leurs enfants, Thierry et Assia, se rencontrent et s'aiment. De leur amour, va naître Wahid, petit garçon métis.

Des hommes dans la Guerre d'Algérie album jeunesse
d'Isabelle Bournier, illustré par
Jacques Ferrandez - Casterman, 2010

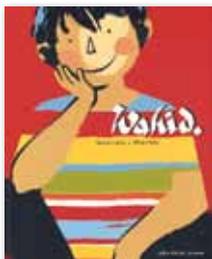
En Algérie en 1954, la révolte gronde et une guerre cruelle éclate, qui verra se dresser les uns contre les autres des hommes vivant, jusque-là, sur le même territoire. Au-delà des événements militaires, ce livre s'attache à parler des hommes : soldats français du contingent jetés dans un conflit qui se déroule loin de chez eux, Français d'Algérie arrachés brutalement à leur terre natale, militants algériens déterminés à bâtir une nation, ou civils, premières victimes de la violence aveugle. Un album passionnant et superbement illustré par Jacques Ferrandez qui avait déjà œuvré sur la série des Carnets d'Orient, une bande dessinée en dix volumes à découvrir absolument qui raconte au travers d'une grande saga familiale l'histoire algérienne de sa conquête en 1836 à son indépendance, à la fin des années 1950.

Germaine Tillion,
un long combat pour la paix,
album jeunesse de Janine Teisson -
éditions Oskar, 2010

Cent ans de passion pour la justice, la paix et la liberté : la vie de Germaine Tillion, ethnologue, résistante, déportée à Ravensbrück et combattante pour la paix en Algérie. Le parcours d'une humaniste hors du commun.

D'autres références...

- **Opération Barbarie**, roman de Vladimir Volkoff - éditions des Syrtes, 2001
- **Camping**, roman d'Abdelkader Djemaï - Seuil, 2002
- **1962, l'été du malheur**, roman de Jean-Pax Mefret - Pygmalion, 2007
- **La baie d'Alger**, roman de Louis Gardel - Seuil, 2007
- **C'était notre terre**, roman de Mathieu Bezezi - Albin Michel, 2008
- **Ce que le jour doit à la nuit**, roman de Yasmina Khadra - Julliard, 2008
- **Les derniers jours de la vie d'Albert Camus**, roman de José Lenzini - Actes Sud, 2009
- **Des hommes**, roman de Laurent Mauvignier - Éditions de Minuit, 2009
- **Les voleurs de rêves : cent cinquante ans d'histoire d'une famille algérienne**, roman de Bachir Hadjadj - Albin Michel, 2007
- **Réfractaires à la guerre d'Algérie 1959-1963 : avec l'Action civique non-violente**, essai d'Erica Fraters - Syllepse, 2005
- **Ils ont choisi l'Algérie**, film documentaire de Jean Asselmeyer - 2007
- **Rome plutôt que vous**, film de fiction de Tariq Teguia - 2006
- **L'Algérie des origines à nos jours**, album jeunesse par Jean-Jacques Jordi - Autrement jeunesse, 2003
- **Midi pile, l'Algérie**, récit jeunesse par Jean-Pierre Vittori, illustré par Jacques Ferrandez - Rue du monde, 2001
- **J'ai vécu la Guerre d'Algérie**, dossier et témoignages par Antoine d'Abundo - Bayard Jeunesse, 2004
- **Les fantômes d'octobre**, roman jeunesse par Ahmed Kalouaz - éditions Oskar, 2011



Programmation culturelle et pédagogique

Le Rize propose, de mars à juin, une programmation diversifiée (rencontres, lectures, cinéma, musique...) et résolument pédagogique pour explorer et comprendre les relations entre la France et l'Algérie des débuts de la colonisation - en 1830 - jusqu'à aujourd'hui.

Jumelages

photographies de François Diot

Du 9 mars au 15 juin / Installées sur les grilles d'enceinte du Rize, ces portraits rapprochent des habitants de Villeurbanne et des habitants de sa ville jumelée en Algérie ; El Eulma, nés le même jour.

Ma guerre d'Algérie

spectacle-témoignage de et par

Bernard Gerland, association Parlons-en

dès 15 ans - vendredi 30 mars à 19h / Un témoignage exceptionnel d'un appelé d'Algérie.

Petite leçon d'histoire n°1 :

Promenades lyonnaises :

les relations France-Algérie (1830/1962) avec Marc André

dès 15 ans - samedi 31 mars à 17h / Une conférence pour mieux comprendre l'histoire sans s'y perdre : cette *Petite leçon d'histoire* donne un aperçu des relations franco-algériennes entre 1830 et 1962.

Fragments d'Algérie

lecture - spectacle par la Cie Leila Soleil

jeudi 12 avril à 19h / Des nouvelles, des extraits de romans, de poésie sont lus par Virginie Virot et Hadda Djaber, accompagnées par Hassan Abd Alrahman au luth et au chant.

La pointe du couteau

rencontre avec Gérard Chaliand

jeudi 19 avril - 19h / Gérard Chaliand vient présenter au Rize le premier tome de ses mémoires, *La Pointe du couteau* et particulièrement le récit du cheminement, des rencontres et des réflexions qui l'ont mené, dès 1954, à son engagement aux côtés des Algériens.

Les éditions militantes pendant la Guerre d'indépendance algérienne

jeudi 26 avril à 19h en partenariat avec le collectif France-Algérie, les chemins de la rencontre / Témoignage de Nils Andersson, fondateur de La Cité Éditeur en 1957, a publié de nombreux ouvrages censurés. Avec Julien Hage et Anne Simonin, spécialistes des éditions Maspero et de Minuit.

Azrayen

une BD sur l'Algérie en guerre, avec
les auteurs Frank Giroud et Christian Lax

jeudi 3 mai à 19h / La conjonction de deux grands talents qui a engendré une œuvre forte et profondément humaine : Frank Giroud au scénario et Christian Lax au dessin viendront présenter la genèse d'Azrayen.

Petite leçon d'histoire n°2 :

Comprendre la mémoire du conflit et les conflits de mémoires

(1954 - 2012) avec Raphaëlle Branche

jeudi 10 mai - 19h / Une conférence pour mieux comprendre les contradictions à l'œuvre dans les mémoires d'un tel conflit.

La Chine est encore loin

cinéma documentaire

jeudi 31 mai à 19h / Malek Bensmail pose sa caméra dans les Aurès considérés comme le « berceau de la révolution » et interroge ses habitants sur leur rapport à l'histoire, à la langue, à la France.

Concert Trio Bassma

jeudi 7 juin à 19h / La soirée est précédée d'une dégustation de spécialités algériennes préparées par des habitants dans le café du Rize.

Visites guidées

Visite rencontre

samedi 17 mars à 15h avec Béatrice Dubell, directrice artistique de l'association Grand ensemble et Marianne Thivend, maîtresse de conférence en histoire contemporaine à l'Université Lyon-2 - Larhra.

samedi 12 mai à 15h avec Gilles Boyer, professeur d'histoire à l'IUFM de Lyon et Jean Berthinier, adjoint au maire de Villeurbanne en charge de la Démocratie locale et de la Lutte contre les discriminations.

Médiation volante

tous les jeudis de 17h à 19h (sauf 17 mai)

samedi 31 mars 16h / Une question, une précision ? Un médiateur vous accompagne à la demande dans la découverte de l'exposition.

Autres lieux

Récits d'engagement : Des Lyonnais auprès d'Algériens en guerre, 1954-1962

Journée d'étude / rencontres de Gadagne
Aux musées Gadagne le jeudi 22 mars de 9h à 17h /
Sous la direction du comité scientifique de l'exposition
Récits d'engagement, 1954-1962 (association Grand
Ensemble - Larhra).

Récits d'engagement : des avocats lyonnais auprès d'Algériens en guerre

Aux archives municipales de Lyon, du 10 mai au 28 juillet /
L'exposition *Récits d'engagement, 1954-1962* est com-
plétée par un deuxième volet présenté aux Archives
municipales de Lyon consacré à la défense des Algé-
riens par les avocats lyonnais, dans le contexte d'une
justice en guerre.

Rencontres décentralisées par Grand Ensemble

Pour aller plus loin, Grand Ensemble propose une série
de rencontres avec les concepteurs de l'exposition et
auteurs de l'ouvrage scientifique *Récits d'engagement*.
Le cycle se déroule sur l'ensemble de l'agglomération
entre le 4 avril et le 7 juin : Duchère, Croix-rousse, Vaulx-
en-Velin, Villeurbanne, Guillotière, Mermoz, Gerland,
Saint-Priest...

Ce programme est conçu comme une invitation à entrer
dans « l'atelier de l'historien » pour comprendre com-
ment se construit le récit historique à partir d'un croi-
sement d'archives orales et écrites. L'ensemble permet
d'avoir une vision d'ensemble des résultats du travail
de recherche, mais aussi de mieux comprendre l'état
d'esprit qui anime ces historiens-citoyens. Ainsi, ces
rencontres sont aussi des moments d'échange où tous
seront à l'écoute des questions, et attentifs aux souve-
nirs et témoignages. En effet, le travail se poursuit et
Grand Ensemble prépare la réalisation d'un film docu-
mentaire sur la mémoire de la guerre d'Algérie à Lyon.
Le tournage s'effectuera sur le lieu d'exposition où les
visiteurs pourront s'exprimer et être filmés.

samedi 31 mars, 14h30 à la librairie Terre des livres
signature et rencontre avec les auteurs du livre collectif
du comité scientifique de *Récits d'engagement*.

**jeudi 26 avril, 18h30 à la Régie de quartier
124 Services, Lyon 1^{er}, Pierrette Meynier**

L'émigration algérienne en France : histoire et actualité,
une mise en perspective.

**samedi 28 avril, 14h à la MJC de Vaulx-en-Velin,
Emilie Elongbil Ewane**

Logement et contrôle de la population algérienne à Lyon.

**vendredi 4 mai, 18h au Centre Social Bonnefoi,
Lyon 3^e, Gilbert Meynier et Béatrice Dubell**

Itinéraire d'un chef de wilaya de Lyon, des Aurès à Cologne.

**jeudi 10 mai, 19h au CCO à Villeurbanne,
Sylvie Thénault et Arthur Grosjean**

Aspects de la répression des Algériens à Lyon : tribunaux,
internements, peine de mort.

**mercredi 16 mai, 18h30 à la médiathèque
de la Duchère, Lyon 9^e, Marianne Thivend**

Une association d'alphabétisation des Algériens en
temps de guerre : reconstituer les engagements sociaux
et humanitaires à partir des sources orales et écrites.

**samedi 26 mai, 16h à la médiathèque du Bachut,
Lyon 8^e, Béatrice Dubell et Gilles Boyer**

Une vue d'ensemble des réseaux, entre solidarité et
action politique.

**jeudi 7 juin, aux archives municipales de Lyon,
rencontre avec les avocats, animée par Arthur
Grosjean**

Solidarités judiciaires : un groupe d'avocats lyonnais
dans une justice en guerre, soirée organisée en partena-
riat avec la commission histoire du Barreau de Lyon.

Projection du documentaire *El bi'r - le puits*

L'abbé Carteron : un homme de conviction et d'action
a fédéré autour de lui tout un ensemble de soutiens aux
travailleurs algériens de Lyon en lutte pour leur indépen-
dance.

*mercredi 4 avril, 19h au Centre Social de Gerland, Lyon
7^e / suivie d'une rencontre avec Béatrice Dubell et Gilles
Boyer.*

*samedi 28 avril, 16h à la MJC de Vaulx-en-Velin / suivie
d'une rencontre avec Béatrice Dubell et Emilie Elongbil.*

Contributions et partenariats

Commissariat scientifique

Gilles Boyer, Béatrice Dubell, Marianne Thivend, avec la collaboration de Émilie Elongbil Ewane, Charlotte Gobin, Arthur Grosjean, Gilbert Meynier.

L'exposition a été réalisée à partir d'une recherche en histoire menée pendant deux ans dans l'agglomération lyonnaise. Paul-Marie Atger, Gilbert Meynier et Sylvie Thénault, se sont joints au comité scientifique pour la rédaction d'un ouvrage collectif, qui présente les fruits de cette recherche, aux éditions Bouchène (voir page 10).

Le propos a été élaboré à partir des témoignages des personnes suivantes :

Claudie Amado, Jean-Louis Augier, Yves Berger, Claude Bernardin, Jean Berthinier, Jean-Marie Boëglin, René Bressat, Paul Bouchet, Jean-François Bourcier, Nicole Cadieu (Brochier), Jean Carlhian, Georges Cochet, Pierre Cohendy, Louis Costechareire, René Costechareire, Josette et Laurent Courbière, Madeleine Delessert, Blaise De Pury, Hadria et Hamid Gharribe, Amor Ghézali, Marie-Josèphe Gin, Emma Gounot, Bernard Gouy, Ugo Iannucci, Jean Marie Lambert, Henri Le Masne, Louis Magnin, Charles Maccio, Gérard Malfroy-Camine, Jean Masson, Marc et Jacqueline Mégard, Halima Mekkache, Julienne Paillard, Marie-Thérèse Polette, Suzanne Rata, Georgette Saït, Jean-Antoine Sibert.

Contributeurs scientifiques

Gilles Boyer est professeur agrégé à l'Université Claude Bernard Lyon-1-IUFM où il enseigne l'histoire et travaille sur l'enseignement du fait colonial dans l'enseignement primaire et secondaire. Il a co-dirigé en 2007, *Colonisation et décolonisation dans les manuels de l'école primaire* et en 2008 *De l'école en situation coloniale à l'enseignement du fait colonial*.

Béatrice Dubell est réalisatrice de films documentaires et directrice artistique de Grand Ensemble – atelier de cinéma populaire. Elle a réalisé en 2008 le documentaire *El bi'r - le puits*, sur le parcours d'Albert Carteron, pendant la Guerre d'Algérie.

Émilie Elongbil Ewane est doctorante à l'Université Lumière Lyon-2, Larhra, en histoire contemporaine. Sa thèse porte sur « Le logement des immigrés, comparaison Lyon/Berlin - années 1950/1970 »

Charlotte Gobin est doctorante à l'Université Lyon-2, Larhra, en histoire contemporaine. Sa thèse porte sur l'engagement des femmes dans l'opposition française à la Guerre d'Algérie.

Arthur Grosjean est professeur d'histoire-géographie au lycée de la Plaine-de-l'Ain à Ambérieu-en-Bugey. Il a été le correspondant du Rhône et de l'Ain de l'IHTP (Institut d'histoire du temps présent) pour l'ouvrage collectif dirigé par Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault *La France en guerre, expériences métropolitaines de la Guerre d'indépendance algérienne*. Il poursuit actuellement des recherches sur la répression et la justice pendant la guerre la Guerre d'Algérie.

Marianne Thivend est maîtresse de conférence d'histoire contemporaine, à l'Université Lyon-2, Larhra, et historienne de l'enseignement, des femmes et du genre.

Paul-Marie Atger, ancien élève de l'École normale supérieure Lyon, agrégé d'histoire, est actuellement responsable de la formation professionnelle en région Normandie. Il est notamment l'auteur d'un article publié dans la revue *Vingtième Siècle, Le mouvement national algérien à Lyon. Vie, mort et renaissance pendant la Guerre d'Algérie*, 104, oct-déc 2009.

Gilbert Meynier est professeur émérite d'histoire de l'Université Nancy-II et spécialiste de l'histoire de l'Algérie. Il a publié de nombreux ouvrages, notamment *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962 en 2002* et *Pour une histoire franco-algérienne. En finir avec les pressions officielles et les lobbies de mémoire* en 2008.

Sylvie Thénault est chargée de recherche au CNRS, Centre d'histoire sociale du XX^e siècle. Elle est spécialiste du droit et de la répression en Algérie à la période coloniale. Elle a notamment publié *Une drôle de justice. Les magistrats dans la Guerre d'Algérie* en 2001 et *Violence ordinaire dans l'Algérie coloniale : Camps, internements, assignations à résidence* en 2012.

Production

Grand Ensemble, atelier de cinéma populaire

Grand Ensemble – atelier de cinéma populaire est un lieu de production de films à valeur humaine et sociale ajoutée qui cherchent à traduire des réalités sociales de manière sensible et rigoureuse. L'association s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire et travaille en lien avec la recherche pour explorer certaines thématiques de manière privilégiée : monde du travail, mémoire et histoire, rapports sociaux entre les hommes et les femmes, migrations, transformations urbaines.

Direction artistique Béatrice Dubell

Scénographie Malika Mihoubi

Montage son Alexandra Ferdinande

Graphisme de l'exposition Denis Chobelet

Coordination et médiation Romain Goujon

Documentation et médiation Thomas Bonnefoi

Composition électroacoustique Laurent Grappe

Coproduction

Le Rize

Les Archives municipales de Lyon

« Le seul moyen de la longue durée d'une cité florissante, sont les archives [...] lesquelles tiennent les citoyens advertis de tout ce qui a passé ».

Guillaume Paradin, *Mémoires de l'histoire de Lyon*, 1573

Gravée sur la façade de verre des Archives de Lyon, cette phrase du premier historien lyonnais adressée à chaque visiteur affirme la permanence de la raison d'être des archives. Service public accessible à tous, les Archives de Lyon participent à la constitution et à la transmission de la mémoire de Lyon. Faire la preuve, garder la trace, telles sont les deux missions des Archives, à la fois service de gestion de l'information et de conservation du patrimoine. Elles s'attachent ainsi à collecter les documents produits par les services municipaux ou les archives d'origine privée, les conserver, les rendre utilisables et communicables par l'élaboration d'outils de recherche et, enfin, les diffuser par des expositions, des visites de classe, des animations et des publications.

Soutiens

Cette exposition a été réalisée avec le soutien de la **Drac Rhône-Alpes** et de la **Région Rhône-Alpes**, dans le cadre de l'appel à projet « Mémoires du XX^e siècle », de la **Ville de Villeurbanne**, du **Ministère de la culture**, direction de la musique, par l'intermédiaire d'une commande d'État pour la composition de Laurent Grappe mais aussi grâce aux concours du **CHRD** (Centre d'histoire, de la Résistance et de la Déportation) et du **Barreau de Lyon**.

Partenaires

Le Larhra,

Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes

Le Larhra est une unité mixte de recherche du CNRS, regroupant les Universités Lumière Lyon-2, Jean Moulin Lyon-3, Pierre Mendès France Grenoble-2 et l'ENS de Lyon.

Il est spécialisé en histoire moderne et contemporaine. Il se donne pour objet l'élaboration d'une histoire sociale centrée sur les acteurs, qui prennent en compte toutes les dimensions du social, des mécanismes du marché aux représentations. Il accorde un intérêt toute spécialement à l'étude des articulations entre les différents plans de la réalité. L'expertise du Larhra couvre des aires géographiques et thématiques diverses, de l'Amérique Latine à la Région lyonnaise, en passant par l'Afrique, l'Espagne, l'Italie, la France et l'Europe occidentale au sens large ; de l'histoire de l'entreprise à l'Inquisition, des mobilités urbaines aux études du genre, des risques en milieu de montagne aux syncrétismes religieux ; des premiers temps de la Réforme à la Seconde Guerre mondiale ; des grandes bases de données à usage collectif à la microhistoire et la cartographie automatique.

Le Grame

Centre de création musicale créé en 1982 à Lyon, grâce au soutien du Ministère de la culture, il a été labellisé centre national en 1966. Implanté en région Rhône-Alpes, le Grame développe un ensemble d'activités recouvrant la totalité de la création musicale, de la réalisation à la diffusion des œuvres en concert, dans le champ de la musique contemporaine.

La bibliothèque municipale de Lyon Part-Dieu

Fonds Georges Vermard

Né en 1934, Georges Vermard, autodidacte atypique, a construit son parcours professionnel de reporter-photographe avec les hasards de la vie.

Une enfance pauvre, submergée par les préoccupations quotidiennes, un service militaire prolongé jusqu'en 1957, les campagnes de Tunisie ou encore la maladie d'un de ses collègues de travail, autant d'accidents de la vie qui conditionneront sa carrière professionnelle.

Il met un terme à son activité en 1994, année où la Ville de Lyon acquiert la collection complète de ses négatifs.

Fonds Marcelle Vallet

Marcelle Vallet est née à Beauvais en 1907. Enseignante de formation, elle découvre la photographie un peu par hasard et en amateur dans les années 1940. Une fois installée à Lyon en 1941, elle se professionnalise par nécessité et parvient à devenir reporter-photographe dans un milieu pourtant réputé masculin.

Son travail s'inscrit surtout dans une perspective humaniste, dans la lignée d'un Robert Doisneau. Elle décède le 12 février 2000, à l'âge de 93 ans, à Montélimar.

L'Ina

L'Ina - leader mondial pour l'archivage numérique et la valorisation de fonds audiovisuels - rassemble et conserve les images et les sons qui fondent notre mémoire collective.

Il les authentifie, les restaure, les numérise, leur donne sens et les partage avec le plus grand nombre au travers de sites Internet, de collections et de savoirs.

Depuis plus de 35 ans les fonds de l'Ina sont mis au service de la production d'œuvres de référence (plus de 2 000 films produits ou coproduits par l'Ina en 30 ans), de l'édition (des *Shadoks* au *Masque et la plume*, de *Discorama* aux entretiens mythiques de Radio France), de la communication d'extraits auprès de producteurs et réalisateurs de nouvelles œuvres, de la recherche avec le Dépôt légal de l'audiovisuel. Les domaines de l'éducation et de la culture bénéficient également du travail de l'Ina sur la mémoire audiovisuelle française : La fresque hypermédia « Lumières sur Rhône-Alpes », les expositions sur l'histoire de la gastronomie aux musées Gadagne de Lyon, et au Rize, à Villeurbanne, autour de la mémoire de la Guerre d'Algérie en sont des exemples récents en Rhône-Alpes.

L'Ina c'est aussi une offre unique au monde de vidéos et de sons, accessible à tous grâce au site Internet ina.fr. Plus d'informations sur : www.ina.fr (pour écouter et voir) et sur : www.institut-national-audiovisuel.fr (pour découvrir l'Ina).

Prêts de documents

Les archives départementales du Rhône

Les archives du Diocèse de Lyon

Les archives municipales de Saint-Étienne (fonds Léon Leponce)

Archives privées

Claudie Amado, Jean-François Bourcier, Jeannette Colombel, Nicole Cadieu (Brochier), Jean Carlhian, Elisabeth Faurax, Emma Gounot, Bernard Gouy, Jean-Marie Lambert, Henri Le Masne, Jean Masson, Marie-Thérèse Polette, Blaise de Pury, Georgette Saït, Jean-François Bourcier, Jean-Antoine Sibert.

Remerciements

Mohamed Graine, Lucas Martinet, Bruno Torrès, Gaspard Charreton, Mélanie Charreton.

Le Rize

Accès

23-25 rue Valentin-Haüy
69100 Villeurbanne

bus C3 arrêt Blanqui-Centre mémoires & société
bus C11 arrêt Arago
bus C26 arrêt Verlaine - 4 Août
bus C9 arrêt Reconnaissance - Balzac
bus 69 Verlaine
tram T3 arrêt Reconnaissance - Balzac
métro A arrêt Gratte-ciel
station Vélo'v « Mémoires & société » rue Valentin-Haüy

Contacts

accueil général 04 37 57 17 17
accueil enseignants et groupes 04 37 57 17 09
accueil archives 04 37 57 17 19
lerize@mairie-villeurbanne.fr
<http://lerize.villeurbanne.fr>

Le Rize est un lieu culturel original qui a pour vocation de transmettre un récit partagé de Villeurbanne, construit à plusieurs voix à partir des archives, du territoire, des mémoires des habitants et des travaux de chercheurs associés. En travaillant à faire connaître et reconnaître les cultures des Villeurbannais, le Rize contribue à la cohésion sociale et au « vivre ensemble » dans la ville contemporaine.

Il prend en compte en priorité le récit par les habitants de leur histoire singulière et collective. Il accorde ainsi une grande importance à la collecte de mémoire orale, à la conduite d'entretiens par les chercheurs et à la participation des publics dans l'action culturelle.

Le Rize réunit en un même lieu les archives municipales de Villeurbanne, une médiathèque et des espaces culturels et pédagogiques : galerie d'exposition, amphithéâtre, ateliers, café et patio.

L'ensemble de ses fonctions (documentaire, scientifique et culturelle) constitue une institution unique au service du travail de mémoire : collecter et conserver des traces, les analyser par la recherche, les valoriser par la médiation.

Horaires

du mardi au samedi de 12h à 19h
le jeudi de 17h à 21h
horaires des archives municipales :
du mardi au samedi de 14h à 18h
le jeudi de 17h à 21h

Tarifs

entrée libre
Les activités du Rize sont gratuites.
abonnement médiathèque du Rize selon les tarifs
du réseau de lecture publique
consultation gratuite des archives
(se munir d'une pièce d'identité officielle).



Ce journal d'exposition a été réalisé
par le Rize, dans le cadre de l'exposition
Récits d'engagement, 1954-1962
Solidarités franco-algériennes,
présentée du 15 mars au 9 juin 2012.



LE RIZE
mémoires, cultures, échanges



villeurbanne



Rhône-Alpes

